



IMT Mines Albi
École Mines-Télécom

Cahier des Clauses Administratives Particulières

ENTRETIEN MENAGER ET NETTOYAGE DES BATIMENTS AFFECTES AUX ACTIVITES D'IMT MINES ALBI 2024ALB007M

LOT 1

Bâtiment Enseignement Recherche, gymnase et Maison des Élèves d'IMT-Mines Albi

LOT 2

Plate-Forme GALA située sur Le Causse Espaces d'Entreprises
à Castres

LOT 3

Plate-Forme MIMAUSA située sur le site Albi-Innoprod

LOT 4

Plate-Forme VALTHERA située sur le site Albi-Innoprod

LOT 5

Bâtiments Innov'action et Ioméga situés sur le site Albi-Innoprod et
Campus Jarlard

SOMMAIRE

Table des matières

Art. 1.	GÉNÉRALITÉS.....	3
1.1	Objet du marché – Dispositions générales	3
1.2	Pièces constitutives du marché	3
Art. 2.	ALLOTISSEMENT	3
Art. 3.	ACCORD-CADRE	4
Art. 4.	FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ	4
IMT Mines Albi communiquera au titulaire de chacun des lots le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations dès notification.....		4
4-1 Partie globale et forfaitaire.....		4
La notification du marché au titulaire vaut commande de la prestation forfaitaire annuelle.....		4
4-2 Prestations à bons de commande		4
Dès survenance d'un besoin, IMT Mines Albi émet un bon de commande, soit après demande d'un devis, soit sur la base des éléments renseignés au bordereau de prix unitaires.....		4
Art. 5.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION	4
5.1	Durée de validité du marché et date de début d'exécution des prestations	4
5.2	Organisation du travail	5
5.3	Service minimal en cas d'arrêt de travail	5
5.4	Travaux dans les locaux ouverts	5
Art. 6.	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
6.1	Contrôle des prestations.....	6
6.2	Réfections –Pénalités.....	6
Art. 7.	PRIX ET RÈGLEMENTS DES COMPTES	7
7.1	Nature du prix	7
7.2	Caractère du prix.....	7
7.3	Modalités de règlement du marché.....	7
Art. 8.	AVANCE	8
Art. 9.	CONFIDENTIALITE	8
Art. 10.	ASSURANCE.....	11
Art. 11.	RÉSILIATION DU MARCHÉ	12
Art. 12.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	12

Art. 1. GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet du marché – Dispositions générales

1.1.1 Objet du marché

Les clauses du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) s'appliquent pour le nettoyage et l'entretien des locaux d'IMT-Mines Albi.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières pour chacun des lots.

La société de nettoyage (PRESTATAIRE) a une obligation de résultat et doit garantir un niveau de propreté de qualité. Pour y parvenir, le PRESTATAIRE doit mettre en place les moyens en personnel et en matériel nécessaires ; l'objectif principal est de maintenir l'ensemble des locaux propres.

Les codes pertinents de la nomenclature CPV sont les suivants :

- **90910000-9 « Services de nettoyage »**
- **90911300-9 : « Services de Nettoyage de vitres »**

1.1.2 Parties contractantes

Sont désignées parties contractantes :

- La Personne Publique : le Directeur d'IMT Mines Albi, Pouvoir Adjudicateur
- La Société de Nettoyage Industriel : le prestataire.

1.2 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont par ordre d'importance :

- L'acte engagement et ses annexes (BPU et CRT) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) ;
- Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat propose d'adopter pour l'exécution des prestations.

Toute clause, portée dans la proposition du titulaire ou documentation quelconque et contraire, modifiant ou réduisant la portée des dispositions des autres pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent CCAP exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

Art. 2. ALLOTISSEMENT

Le marché est un accord-cadre mixte conclu avec une partie globale et forfaitaire et une partie à bons de commande, il est découpé en 5 lots, chaque lot étant mono-attributaire, à savoir :

LOT n° 1

nettoyage et entretien du bâtiment enseignement et recherche, du gymnase, et de la maison des Élèves d'IMT-Mines Albi (Campus Jarlard à Albi 81),

LOT n° 2

nettoyage des locaux de la plateforme GALA située Castres (81)

LOT n° 3

nettoyage des locaux de la plateforme MIMAUSA (Innoprod à Albi 81)
LOT n° 4
nettoyage des locaux de la plateforme ValThera (Innoprod à Albi 81)
LOT n°5
Nettoyage des bâtiments Innov'action et Ioméga (Innoprod à Albi 81)

Art. 3. ACCORD-CADRE

Le présent marché est un accord-cadre alloti conformément à l'article R2162-4 1°, conclu avec un montant minimum et un montant maximum. Le montant minimum pour chacun des lots est le montant de la prestation forfaitaire et le montant maximum annuel :

- lot 1 : 250 000 euros HT
- lot 2 : 8 000 euros HT
- lot 3 : 5 000 euros HT
- lot 4 : 5 000 euros HT
- lot 5 : 30 000 euros HT

Le montant maximum annuel ne constitue pas un engagement d'IMT Mines Albi mais correspond au montant maximum qu'IMT Mines Albi peut commander au titre de chacun des lots.

L'exécution de chacun des lots est pour partie globale et forfaitaire et pour partie soumise à l'émission de bons de commande.

Art. 4. FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ

IMT Mines Albi communiquera au titulaire de chacun des lots le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations dès notification.

4-1 Partie globale et forfaitaire

La notification du marché au titulaire vaut commande de la prestation forfaitaire annuelle.

4-2 Prestations à bons de commande

Dès survenance d'un besoin, IMT Mines Albi émet un bon de commande, soit après demande d'un devis, soit sur la base des éléments renseignés au bordereau de prix unitaires.

Art. 5. EXÉCUTION DE LA PRESTATION

5.1 Durée de validité du marché et date de début d'exécution des prestations

5.1.1 Durée

Le marché est passé pour une durée d'une année renouvelable par reconduction tacite pour trois (3) périodes d'une année chacune. Le terme du marché est porté au **31 mai 2029**. Il est résiliable dans les conditions prévues à l'article 9 du présent CCAP.

5.1.2 Prestations

Sauf avis contraire signalé par la personne publique, la date de début d'exécution des prestations est fixée au 1^{er} juin 2025.

5.1.3 Modalités d'exécution

Conformément aux termes du C.C.T.P, la prestation de nettoyage et d'entretien ménager courant s'effectuera suivant le planning et tableau de fréquences mis en place d'un commun accord entre la

personne publique et le PRESTATAIRE.

Dans le cas où la prestation ne serait pas satisfaisante, le PRESTATAIRE devra sans délai procéder aux modifications et adaptations nécessaires.

Tous les travaux feront l'objet de bons de commande spécifiques en fonction des besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur. En fonction de leur importance, ces travaux pourront être commandés avec un délai de 48 heures.

5.2 Organisation du travail

5.2.1 Encadrement du personnel

Le PRESTATAIRE a l'obligation d'affecter au chantier un agent responsable de l'encadrement et de la discipline de son propre personnel, du mode d'exécution des prestations (sécurité des biens et des personnes, qualité et justification du travail exécuté) et, d'une manière générale, de l'application du cahier des charges.

Cet agent est obligatoirement présent pendant les horaires de travail du personnel du PRESTATAIRE. L'agent responsable de l'encadrement devra se rapprocher, chaque semaine du service hébergement afin d'assurer un relais.

Il est assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces. Il doit se rendre aux convocations émises par la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

5.2.2 Planning d'intervention

Concernant les prestations forfaitaires, un planning d'intervention détaillé doit être fourni par le PRESTATAIRE, en fonction des fréquences mentionnées au CCTP.

Concernant les prestations annuelles, ce planning sera modifié afin de les y ajouter à la date prévue d'un commun accord avec la Personne Publique.

Concernant les prestations à la demande, celles-ci devront être intégrées au planning dès réception des demandes.

L'exactitude du planning est présumée par la personne publique qui réalise ses contrôles quotidiens sur la base des indications qui y sont portées. En conséquence, une absence de mise à jour ne constitue pas un argument recevable quant à la mauvaise exécution d'une prestation.

5.2.3 Accès aux locaux et équipements

La Personne Publique remettra au prestataire des clés et des badges d'accès en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations.

En cas de perte ou de vol, le prestataire avise aussitôt le département technique et logistique des exemplaires manquants ; ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au PRESTATAIRE, au tarif en vigueur.

Le PRESTATAIRE maintient fermées après son passage les portes d'accès et fenêtres des bâtiments.

En fin de marché, le prestataire sera tenu de remettre à la personne publique les clés et les badges confiés initialement.

5.3 Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le PRESTATAIRE est tenu d'assurer les prestations définies ci-après, indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité, et notamment :

- le nettoyage des locaux et parties communes de chaque bâtiment
- le ramassage des poubelles

5.4 Travaux dans les locaux ouverts

Les dispositions du décret N° 77-1321 du 29 novembre 1977 sont applicables.

Le PRESTATAIRE et la personne publique procèdent avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal.

Le PRESTATAIRE est tenu aux mêmes obligations avec ses sous-traitants.

Art. 6. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 Contrôle des prestations

Chaque jour, la personne publique peut contrôler la qualité de la prestation à effectuer. Pour ce faire, elle s'appuie sur le planning d'intervention. Tout manquement est signalé au responsable non-œuvrant, qui sans délai informe le chef d'équipe de la nécessité de reprise immédiate. En cas de non-reprise, le responsable non-œuvrant à qui est signalé sans délai le problème vient constater sur place. Il est alors procédé à un contrôle contradictoire susceptible de donner lieu à des réfections, sans que ce contrôle ne soit comptabilisé dans les contrôles contradictoires mensuels décrit ci-dessous.

Outre les contrôles quotidiens par la personne publique de la qualité de la prestation effectuée, le prestataire du marché sera soumis à des contrôles qualité contradictoires dont la fréquence peut aller de 1 à 2 par mois. Ces contrôles seront organisés et assurés par un représentant du client ou par un éventuel assistant extérieur.

LE PRESTATAIRE s'engage à effectuer un ou deux contrôles ordinaires contradictoires de l'exécution des prestations effectuées par mois. Ces contrôles seront réalisés en présence de l'entreprise prestataire d'une part, et d'un représentant de la personne publique d'autre part.

Ces contrôles porteront sur des pièces préalablement tirées au sort (de 2 à 10 locaux) et s'effectueront conformément aux modalités définies au C.C.T.P..

Lors de ces contrôles, une fiche de contrôle, sera renseignée. Cette fiche pourra évoluer en cours d'exécution du marché à l'initiative de la personne publique.

Cette fiche pourra donner lieu, en cas de mauvaise exécution des prestations définies au CCTP, à la réfaction du prix. En effet, de manière générale, la réfaction s'applique à des défauts d'exécution tandis que les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution, à des absences.

Une prestation non exécutée correctement devra être reprise dans les plus brefs délais.

6.2 Réfections –Pénalités

6.2.1 Réfections

En cas de mauvaise exécution d'une prestation, une réfaction sur les prix correspondants sera appliquée. Aucune réfaction ne pourra intervenir dans les trois mois qui suivent le début du marché.

Les réfections sont fixées en pourcentage des prix annuels du marché selon les critères suivants :

- si la note obtenue par le prestataire lors du contrôle des prestations est inférieure à 10 : la réfaction sera de 1/150ème du montant annuel HT du marché.
- en cas de mauvaise exécution d'une prestation à la demande, et en l'absence de reprise, celle-ci ne sera pas payée par la personne publique qui l'a signalé sans délai au titulaire.

Les réfections viendront en déduction de la facture du mois relative au marché.

6.2.2 Pénalités

- absence du carnet de liaison : pénalité de 100 € HT par constat ;
- absence du planning d'intervention hebdomadaire à jour : pénalité de 100 € HT par constat ;
- absence de la liste nominative à jour du personnel d'intervention : 100 € HT par constat ;
- absence du chef d'équipe : pénalité de 70 € HT par jour ;

- non remplacement d'un personnel : pénalité de 50 € HT par jour.

Les pénalités viendront en déduction de la facture du mois.

Les réfections et les pénalités sont cumulables.

Art. 7. PRIX ET RÈGLEMENTS DES COMPTES

7.1 Nature du prix

Le marché est traité à prix fermes pour les douze premiers mois.

Le montant des prestations fixes comprend, les prestations courantes obligatoires. Il est déterminé pour les douze premiers mois dans l'Acte d'Engagement et le bordereau de prix unitaires.

La décomposition des prix, en ce qui concerne les travaux à la demande, apparaît dans les bordereaux joints en annexe. Les annexes à l'acte d'engagement doivent être complétées, signées et paraphées par le PRESTATAIRE ; elles constituent les prix de référence et viennent compléter les renseignements figurant sur la note méthodologique.

Si des travaux nouveaux sont nécessaires, le Prestataire adresse un devis afin qu'un bon de commande puisse être établi le cas échéant.

7.2 Caractère du prix

Les prix seront révisables après le douzième mois du marché soit le 1^{er} juin 2026 et, à chaque date anniversaire, par application de la formule de révision ci-après :

$$P = P_o (0,125 + 0,875 (I/I_o))$$

P	Prix révisé
P _o	Prix initial ou prix obtenu à la révision précédente (1 ^e révision basée sur le prix initial, 2 ^e révision et suivantes basées sur le prix révisé)
I	valeur du dernier indice connu à la date de la reconduction CPF 81.21 identifiant 010766785
I _o	valeur de l'indice de référence du mois d'établissement des prix du marché, appelé mois zéro. Ils correspondront au premier jour du mois précédant la date limite de réception des offres ou l'indice utilisé lors de la révision précédente. CPF 81.21 identifiant 010766785

Si à la date de révision, les indices ne sont pas encore parus, les parties conviennent de retenir comme indice définitif le dernier publié.

7.3 Modalités de règlement du marché

7.3.1 Mode de règlement

Selon les règles de la comptabilité publique, le paiement sera effectué par virement bancaire dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

7.3.2 Présentation des factures

Le PRESTATAIRE remet à la personne publique, en début de mois, la facture des travaux effectués au cours du mois n-1.

Le paiement des prestations courantes comprenant l'entretien courant, les travaux ponctuels, les frais d'encadrement et la fourniture des consommables se fera mensuellement à raison d'un douzième du coût annuel de la prestation. La personne publique déduira le cas échéant les réfections ou les pénalités prévues à l'article 6.2.

Le paiement des travaux à la demande, s'effectuera sur la base des travaux réellement exécutés et

demandés exclusivement par le service de la Dépense ou le service hébergement. En ce qui concerne les prestations pour remise en état d'un logement après départ locataire ou les prestations hôtelières, le prestataire devra impérativement adresser les fiches des logements concernés. En l'absence de ces fiches, il ne pourra être procédé au paiement de ces prestations.

Chaque demande de paiement donne lieu à l'établissement d'une facture adressée à **IMT MINES ALBI**, **transmise via le portail Chorus Pro**.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Ce processus nécessite la saisie, par le titulaire ou le maître d'œuvre, des informations suivantes sur le portail Chorus Pro (<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/portail/accueilAM.pl>) :

Le N° de SIRET de l'IMT-Mines Albi soit : 180 092 025 00097

Le Code service de Chorus : ALBI_FACTURES_SERVICE_FINANCIER (*attention : ce n'est pas un menu déroulant*)

N° de Marché : 2024/ALB/007M

Outre les mentions légales, la facture portera les éléments suivants :

- **numéro du marché et objet,**
- **noms et adresse des créanciers,**
- **numéro de compte bancaire ou postal (RIB ou RIP),**
- **date de l'établissement de la facture,**
- **montant hors taxe de la prestation exécutée exigible,**
- **taux et montant de la taxe à la valeur ajoutée,**
- **montant TTC exigible.**

7.3.3 Intérêts moratoires

En cas de retard dans le règlement, le prestataire est en droit de percevoir des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est fixé par décret, il s'agit du taux de refinancement principal de la Banque Centrale Européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. A cela s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40 € automatiquement due également de plein droit à chaque retard de paiement.

Art. 8. AVANCE

Sauf renoncement du prestataire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance sera versée dans les conditions réglementaires des articles R2191 et suivants du Code de la commande publique.

Cette avance est de 5% du montant T.T.C. des prestations courantes à exécuter dans les douze mois qui suivent la notification du marché, et sera portée à 30% si le prestataire est une PME.

Art. 9. CONFIDENTIALITE

Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des connaissances antérieures, des informations et autres documents transmis par l'IMT au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement.

Le Titulaire s'engage naturellement à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché ;
- au respect par ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

L'IMT pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer certaines pièces du marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'IMT s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel et commercial.

Confidentialité du système d'information de l'Institut Mines-Télécom

Le Titulaire s'engage à ne pas rendre public ou divulguer à qui que ce soit sous forme écrite, orale, ou électronique les informations relevant du système d'information de l'Institut Mines-Télécom auxquels il a accès lors de l'exécution de sa prestation.

L'IMT interdit au Titulaire de délivrer via n'importe quel moyen de communication, toute information confidentielle relative au système d'information de l'Institut Mines-Télécom et spécialement toute information pouvant :

- Donner une indication sur l'architecture réseau, la configuration matérielle ou logicielle, les plates-formes, les serveurs, etc... et toute composante des systèmes d'information et de communication ;
- Donner une indication sur les mécanismes de contrôle d'accès et de protection des systèmes d'information et des dispositifs de sécurité physique ou logique ;
- Donner une indication sur la politique sécuritaire, les programmes présents ou à venir, les budgets, ou toute autre information relevant des affaires internes de l'IMT utilisant le Logiciel et la Base de données ;
- Donner une indication sur tout type de faille organisationnelle ou technique décelée.

Et d'une façon générale, le Titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, codes sources et codes objets, études et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite, électronique ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, à l'exception des obligations de reversement imposées dans le cadre de la Licence libre le cas échéant.

Durant et au terme de sa prestation, le Titulaire s'engage à ne pas divulguer ou à ne pas déposer dans des lieux non sécurisés tout document, quel que soit sa forme (papier, magnétique, électronique ou autre), portant des informations concernant l'IMT et le système d'information de l'IMT.

Il veillera à la fin de la prestation à détruire les documents de travail utilisés.

L'IMT se réserve le droit de vérifier le niveau de sécurité des endroits de stockage de documents relatifs à la prestation et ce à tout moment, même postérieur à celle-ci.

Confidentialité des Résultats, des Données et des données personnelles

Les Résultats, Données et données personnelles, manipulés par le Titulaire en provenance de l'IMT, du Logiciel et/ou de la Base de données lors de la réalisation des prestations sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Même anonymisés, ils doivent demeurer confidentiels.

Il en va de même pour les supports informatiques de ces Résultats, Données et données personnelles.

Le Titulaire se porte garant de l'intégrité et de la confidentialité des Résultats, Données et des données personnelles auxquels il aura accès et/ou qui lui seront confiés par l'IMT, le Logiciel et/ou la Base de données pour lui permettre de réaliser ses prestations.

L'ensemble des Résultats, Données et données personnelles gérées et générées par le Logiciel et/ou la Base de données sont la propriété de l'IMT et/ou de tiers et doivent faire l'objet d'un traitement garantissant leur confidentialité.

L'IMT est seul susceptible de décider de leur communication dans le respect des droits des tiers, des dispositions de la LIL4 et du RGPD, et des dispositions prévues au présent marché.

Le Titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des Résultats, Données et des données personnelles, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- ne pas utiliser les Résultats, Données et données personnelles à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces Résultats, Données et données personnelles à d'autres personnes

que celles spécifiées au présent marché ou sur instruction de l'IMT, et dans un autre pas de temps et/ou à d'autres fins que ceux spécifiés au présent marché, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Résultats, Données et données personnelles en cours d'exécution du présent marché ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des Résultats, Données et données personnelles tout au long de la durée du présent marché ;

et en fin de marché à :

- restituer intégralement les Résultats, Données et données personnelles à l'IMT et/ou à la structure désignée par l'IMT ; la restitution devant s'accompagner de la destruction par le Titulaire de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les Résultats, Données et données personnelles de façon définitive et sécurisée et en attester par courrier adressé à l'IMT. L'IMT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

L'IMT pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur de Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Dispositions communes

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le Titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Il prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le Titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication de ces informations confidentielles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

Art. 10. ASSURANCE

Le Titulaire du contrat doit justifier sur demande de l'acheteur, au moment de la consultation, puis en cours d'exécution du marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'acheteur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours francs à compter de la demande de l'acheteur.

Art. 11. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions du chapitre VI du CCAG/FCS s'appliquent.

Outre les cas prévus au CCAG/FCS, le marché sera résilié de plein droit sans indemnité en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles propres à ce marché notamment celles qui sont contenues dans le présent CCAP.

En cas d'interruption du service du PRESTATAIRE pendant plus de 48 heures, sans accord préalable de la personne publique, ce dernier peut, après mise en demeure, faire assurer provisoirement par un tiers, à la charge du PRESTATAIRE, le service dû par celui-ci.

Si cette interruption se prolongeait, la personne publique pourrait de plein droit, huit jours après la mise en demeure, exiger la résiliation du marché.

Art. 12. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV – 31 000 TOULOUSE

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr